

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/L-Unasur-se-mobilise-pour-soutenir-la-Bolivie-et-contrer-les-Etats-Unis>

L'Unasur se mobilise pour soutenir la Bolivie et contrer les Etats-Unis.

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : samedi 13 septembre 2008

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Alors que La Paz a du décréter l'Etat d'urgence dans le province de Pando, hier où se sont déroulés des actes de violences et des atteintes à la propriété privée et publique, les présidents de l'Union des nations Suraméricaines (Unasur) se mobilisent pour apporter leur soutien au président Evo Morales.

[Leer en español](#)

Face à la montée de la violence, le président Morales a décrété l'Etat d'urgence dans la province de Pando où on dénombre plus de 15 morts, des paysans sympathisants du gouvernement Morales, alors que d'autres ont été attaqués par des bandes armées. Par ailleurs un groupe d'opposants bloque le poste frontière avec le Brésil.

Néanmoins a débuté une réunion entre Morales et Mario Cossio, préfet de Tarija représentant les forces de l'opposition des régions de Santa Cruz, Beni et Pando, pour rechercher un accord de pacification. Le président Morales a convoqué hier les préfets de l'opposition à reprendre le dialogue, mais estiment que ce dialogue doit aussi inclure les maires, les organisations sociales, syndicales et civiques.

De leur coté les chefs d'état de pays voisins, membres de l'Unasur ont multiplié les contacts ces dernières heures et vont se réunir lundi 15 septembre en urgence à Santiago, au Chili - qui assure la présidence de cette organisation - pour discuter de la situation en Bolivie. De nombreux échanges téléphoniques ont déjà eu lieu ces dernières heures entre la présidente de l'Argentine, Cristina Kirchner, celle du Chili Michelle Bachelet et le président brésilien en "Lula" da Silva.

L'Unasur a toujours soutenu le respect des institutions démocratiques en Bolivie. Dans une déclaration récente, cette organisation régionale a dénoncé « les actions de groupes civils qui conduisent à la perte de vies humaines, à des blessés, à la destruction de biens privés et publics, et au délitement institutionnel, un risque pour la démocratie qui pourraient menacer son unité territoriale et son intégrité ».

Le ministère des affaires étrangères argentin a apporté son soutien total hier au président Morales. Il appelle « les préfets à freiner les actes de violence commis dans leur département respectif, et appelle les principaux dirigeants politiques et sociaux de ce pays à éviter une aggravation de la situation et à reprendre le dialogue ».

Argentina, 12 de septiembre de 2008.